

## LES COMMUNAUX RENOUEMENT AVEC LA PROTESTA

Grève d'une semaine  
à partir de lundi prochain

**Le Conseil national du secteur des communes (CNSC) sera en grève pendant huit jours, à partir de lundi prochain. Une décision prise à l'issue d'une réunion tenue vendredi dernier à Alger. Le syndicat menace de durcir son mouvement en cas d'absence de réaction de la part des pouvoirs publics.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Les fonctionnaires du secteur des communes renouent avec la protestation. Le Conseil national du secteur des communes, affilié au Snapap, risque de paralyser, à partir de lundi 19 septembre et durant une semaine, les 1 547 communes au niveau national. Les protesta-

taires comptent tenir un rassemblement à Alger, au dernier jour de leur mouvement. Le CNSC se réunira à la veille du rassemblement pour décider des actions à mener dans le cas où la tutelle ne réagirait pas.

«Lors du prochain conseil national, le 25 septembre prochain, si aucun dialogue n'est initié, nous allons durcir notre mouvement», a déclaré Ali Yahia, président du CNSC. En juillet dernier, le Conseil national du secteur des communes a gelé son mouvement de protestation cyclique de trois jours par semaine. Le syndicat a alors fixé un délai, jusqu'au début septembre en cours, au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour répondre à ses doléances. La tutelle déplore le représentant des communaux, «fait la sourde oreille et n'a initié aucun dialogue». Cependant, le syndicat compte poursuivre la protesta jusqu'à la satisfaction de sa plateforme de revendications et l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des travailleurs.

Le CNSC réclame, outre l'ouverture des négociations sur le projet du statut et du régime indemnitaire des travailleurs com-



Photo : Djallel B.

**Les travailleurs communaux revendiquent l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle.**

munaux, la révision du statut particulier des corps communs, des ouvriers professionnels, des conducteurs et des gardiens.

Il réclame également l'intégration et en priorité, de tous les contractuels et vacataires en poste, l'abrogation de l'article 87

bis de la loi 90/11, le maintien du régime de la retraite sans condition d'âge, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs, la réintégration de tous les syndicalistes suspendus ainsi que le respect des libertés syndicales.

**S. A.**

## VENT DE PANIQUE À LA CLINIQUE

## SBIHI DE TIZI-OUZOU

## Un bébé décède suite à une infection nosocomiale

Vent de panique hier à la clinique Sbihi de Tizi-Ouzou. Une folle rumeur faisait état d'une série de décès de nouveaux-nés suite à une épidémie subite.

A la mi-journée, les informations les plus alarmantes ont fait le tour de la ville, alors que des sources de l'intérieur de la clinique se voulaient beaucoup plus rassurantes, mais cela n'a pas eu le don de faire baisser la tension de parents de parturientes qui se sont mis à se rassembler devant l'imposant immeuble. Il a fallu le déplacement du ministre de la Santé en personne pour connaître le fin mot de cette histoire qui a tenu en haleine le Tout-Tizi.

Selon les explications fournies, un bébé est décédé suite à une infection nosocomiale, comme il en survient parfois même dans les établissements de santé de par le monde.

**A. M.**

## MOUVEMENTS

## CHEZ LES

## MAGISTRATS

## Les changements publiés dans le Journal officiel

Les décrets présidentiels portant nomination et fin de fonctions des présidents de cour et procureurs généraux près les cours ont été publiés dans les colonnes du Journal officiel dans son édition du 14 août dernier. A ce titre, on apprend que trois d'entre les neuf présidents de cour touchés par cette mesure n'ont pas été reconduits dans leurs fonctions. Il s'agit des présidents des cours de Chlef, de Blida, de Tizi Ouzou, de Médéa, d'Ouargla, et d'Illizi. Le président des cours de Tlemcen, d'Alger et de Relizane ont vu le décret présidentiel mettre fin à leurs fonctions. Il s'agit des magistrats Benfriha, Hamdane et Yaâgoub. La même démarche a marqué la fin de fonctions de procureurs généraux près des cours.

Le décret présidentiel évoque la fin de fonction de neuf procureurs généraux, dont cinq ont été «appelés à exercer d'autres fonctions». Il s'agit des procureurs généraux près les cours de Chlef, de Blida, d'Annaba, de Ouargla et de Boumerdès, appelés à exercer les mêmes fonctions respectivement au niveau des cours de Tlemcen, de Constantine, de Boumerdès, d'Annaba et de Blida. Il est à noter que sur les neuf procureurs généraux concernés, quatre sont issus de la région du centre du pays, à savoir Chlef, Blida, Médéa et Boumerdès.

**A. B.**

## OUARGLA

## Une manifestation tourne à l'émeute

**Une manifestation qui se voulait pacifique a tourné à l'émeute, hier, à Ouargla. Des affrontements ont éclaté entre policiers et manifestants, faisant trois blessés parmi ces derniers.**

La marche de protestation a débuté vers huit heures, rapporte Madani, un militant des droits de l'homme. Ce dernier affirme que la marche a été initiée par de jeunes chômeurs du quartier Saïd-Otba, en direction du siège de la wilaya. Les manifestants brandissaient des documents et scandaient des slogans évoquant leur droit au travail et au logement. «Les manifestants contestent que des postes de travail proposés par certaines sociétés soient

offerts à des personnes qui ne sont pas originaires de Ouargla», soulignent-ils.

Selon Madani, les policiers auraient intercepté les protestataires et les auraient «provoqués» en les insultant, ce qui a conduit à un revirement de la situation. Les manifestants ont répondu à la provocation en agressant les policiers. Ils ont bloqué un carrefour au niveau de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, à l'aide d'un bus appartenant à l'APC qu'ils ont par la suite incendié.

Les forces anti-émeutes arrivées en renfort et ont fait usage de gaz lacrymogène, témoigne Madani. Il évoque la violence dont ont usé les policiers, affirmant que «Ouargla est en état d'alerte depuis trois jours». Et de s'interroger si «cette provocation n'est pas

préméditée». A noter que les protestations étaient hier à leur quatrième jour et ont fait les jours précédents, quatre blessés, dont un grièvement atteint. Il s'agit d'un jeune qui, une bouteille d'essence à la main, menaçait de s'immoler par le feu. En usant de gaz lacrymogène, les policiers ont atteint ce dernier, et la bouteille remplie de carburant a pris feu. La victime est actuellement à l'hôpital de la ville souffrant de brûlures de premier et deuxième degrés. La situation à Ouargla risque de se compliquer davantage dans les jours à venir, souligne notre interlocuteur. La colère des jeunes chômeurs va crescendo et la «provocation» ne fait que l'amplifier...

**W. Z.**

## IL TRANCHERA AUJOURD'HUI

## Bouteflika face à ses réformes

**Abdelaziz Bouteflika tranchera dans plusieurs dossiers d'une extrême importance, au cours d'une réunion du Conseil des ministres qu'il présidera aujourd'hui, dimanche. Une réunion à l'ordre du jour très chargé, du reste.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Il s'agit d'abord de l'examen et de l'adoption de deux textes que présentera le ministre des Finances, Karim Djoudi : un projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2009 et, surtout, l'avant-projet de loi portant loi de finances pour 2012. Une loi de finances marquée cette année par ce souci obsessionnel du pouvoir de prévenir la moindre hausse des prix des produits de large consommation, du genre de celle qui, l'an dernier, a failli provoquer un embrasement social général dès début janvier et l'entrée en vigueur des dispositions de la loi de finances 2011.

Sur instruction de Bouteflika, le gouvernement a donc préparé un

avant-projet de loi de finances où ne figure aucune nouvelle taxe. Un texte qui, par ailleurs, budgétise les dépenses faramineuses du plan d'urgence engagé par Bouteflika en mars dernier pour faire face à la violente contestation sociale. «Il est aussi à prévoir, dans la nouvelle loi de finances, toutes les dépenses supplémentaires liées aux différentes augmentations salariales, celles déjà engagées et celles à venir, à l'issue de la prochaine tripartite de fin septembre», nous confie une source bien informée. Ceci pour le volet économique. Car, convient-il de préciser, la réunion du Conseil des ministres d'aujourd'hui aura un volet éminemment politique. Il s'agit, en fait, d'épuiser

les lois liées «aux réformes politiques» de Bouteflika. La première partie de ces lois, adoptées en Conseil des ministres le 28 septembre dernier, a révélé de grandes confrontations au sein de l'exécutif, composé d'une mixture atypique comportant des ministres partisans du trio de l'Alliance présidentielle et de membres non partisans, les hommes du président contrôlant essentiellement les ministères de souveraineté.

A l'exception de Youcef Yousfi du RND qui a remplacé Chakib Khelil au ministère de l'Energie en mai 2010, les hommes du président contrôlent les Affaires étrangères, l'Intérieur, la Justice, les Finances, mais aussi la Communication, les Ressources en eau, etc. Bien évidemment, les hommes de Bouteflika se recrutent aussi parmi les représentants des partis, essentiellement le FLN.

Avec un tel attelage, des textes comme le code électoral ne peuvent que provoquer d'intenses confrontations mais aussi susciter des alliances inattendues. Bouteflika avait ainsi tranché «au vitriol» certains litiges, le 28 août dernier, imposant aussi le rapport de la commission Bensalah comme référence centrale pour la confection des nouvelles lois. Celles programmées pour aujourd'hui dimanche sont, le moins que l'on puisse dire, attendues par toute la classe politique. Elles détermineront en grande partie la nature, l'orientation et, cela va de soi, la crédibilité des réformes annoncées par Bouteflika le 15 avril dernier : la loi sur les associations, le code de l'information et la loi sur les partis politiques. Des textes aussi lourds mettront un homme, Bouteflika, devant un véritable test.

**K. A.**